

---

# LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT ET LES LUTTES DES TRAVAILLEURS (II)

paul boccara

---

La crise du C.M.E. commence à peine (1). Aussi, l'analyse, même très succincte, même éclairée par les progrès récents de la théorie marxiste fondamentale, en est délicate. Il ne s'agit ici que d'une première approximation.

La crise du C.M.E., qui ne fait que débiter, est une crise de structure. Le capitalisme contemporain commence à montrer au grand jour qu'il est miné en profondeur. Il est désormais travaillé par des forces objectives et subjectives, par des luttes qui mettent directement ou indirectement en cause son existence même. Cette crise de structure correspond à un tournant de l'atmosphère ou des conditions générales de la conjoncture, c'est-à-dire de la conjoncture de longue période.

Ces conditions passent, de celles d'une longue phase aux difficultés économiques relativement peu fréquentes et faciles à surmonter, à celles d'une phase aux difficultés plus fréquentes et plus difficiles à surmonter. Mais il ne faut pas voir ce tournant comme le passage à une situation où les phénomènes de la crise économique du cycle des affaires classique — surproduction, chômage, etc. — deviendraient permanents et s'aggravaient sans cesse.

D'abord, la fluctuation du cycle intermédiaire des affaires se maintient, même si elle se déforme, à l'intérieur de la longue phase nouvelle, avec ses moments de progrès rapide de la production. Cette crise *structurelle* et ce changement de la conjoncture de *longue période* ne suppriment pas le renouvellement des hauts et bas de quelques années de la conjoncture de moyenne période. Ensuite, nous n'en serions encore qu'au tournant, étalé lui-même sur quelques années. Le cycle, de type

1. La première partie de cet article a été publiée dans le numéro 185 (décembre 1969) d'« Economie et Politique ».

plus ou moins décennal, qui suivra ce tournant, en cours, de la conjoncture du monde capitaliste ne serait que le premier de la nouvelle longue phase. Or, dans la longue phase précédente de difficultés du capitalisme, le premier cycle n'a pas été le pire. Enfin, les caractéristiques structurelles nouvelles du C.M.E. ainsi que la force accrue de la classe ouvrière et des travailleurs et aussi le rôle du système socialiste empêchent de conclure à des analogies faciles avec les années les plus dures de la longue phase antérieure de tendances aux difficultés, comme les années 1930. Ce qui, pour nous, demeure, c'est que les conditions du fonctionnement capitaliste ont commencé à changer et ses contradictions à révéler leur caractère antagonique de façon durable.

D'où la mise en cause du système existant,  
— par les classes dirigeantes elles-mêmes, dans la mesure où elles s'efforcent désespérément de l'adapter pour conserver le mode de production capitaliste ;  
— mais surtout par les luttes ouvrières et populaires, visant à des transformations démocratiques très profondes débouchant sur le socialisme et son développement dans le cadre du mode de production collectiviste en général.

## **LA CRISE DU C.M.E., SON EXPLICATION GENERALE ET SES CONDITIONS**

### **LES MANIFESTATIONS DU COMMENCEMENT DE LA CRISE DU C.M.E. ET LA NOUVELLE SURACCUMULATION DURABLE DU CAPITAL**

Les débuts de la crise du C.M.E. ont été annoncés :

— par les nouveaux caractères des difficultés économiques à partir de 1967 dans la plupart des pays capitalistes (1) ;

— par la crise du système monétaire capitaliste international à partir de fin 1967 ;

— par les changements affectant les luttes de classes dans la plupart des pays capitalistes en 1968-1969.

Les divers phénomènes par lesquels la crise du C.M.E. se manifeste, à son début, sont évidemment liés entre eux.

— Les nouvelles conditions de l'accumulation entraînent à la fois, de façon contradictoire et apparemment paradoxale, les tendances au freinage de l'emploi et la tendance à l'aggravation

1. Poussée d'ampleur nouvelle du chômage en 1967 dans plusieurs pays d'Europe occidentale comme l'Allemagne de l'Ouest et sa persistance à un niveau élevé en Angleterre surtout, mais aussi en France, freinage grave de la croissance des équipements sociaux, gravité du caractère inflationniste des profits et de l'accumulation aux Etats-Unis et dans le reste du monde capitaliste.

des tensions inflationnistes concernant les prix, les conditions de crédit, etc...

— La crise du système monétaire capitaliste international se rattache aux conditions nouvelles de l'inflation. Elle provoque l'accroissement des difficultés des balances des comptes, non seulement dans des pays sous-développés, mais parmi les plus développés, ainsi que l'aggravation de la spéculation, des tensions du crédit, et de la concurrence sur le marché mondial, qui retentissent à leur tour sur les conditions de l'accumulation.

— La tendance à la mise en cause de certaines institutions habituelles du C.M.E. résulte des efforts des classes dirigeantes pour modifier les méthodes et la nature des interventions publiques, afin de les adapter aux conditions nouvelles dans l'intérêt des monopoles dont elles favorisent la concentration accélérée à l'échelle nationale et aussi « supranationale ». La pression accrue du capital sur les travailleurs s'inscrit dans l'ensemble de ces changements. Mais aussi les luttes des travailleurs posent de nouveaux et difficiles problèmes à l'oligarchie.

— La sensibilisation des masses provient des difficultés et des frustrations, soit nouvelles, soit ressenties plus fortement ; d'où, l'ampleur et les caractères changés des luttes de classes, y compris sur le plan idéologique, tendant à mobiliser massivement toutes les catégories de travailleurs, dans de nombreux pays sous-développés et développés.

Afin de préciser un peu plus ces phénomènes, il convient de nous arrêter sur l'explication du changement d'ensemble actuel.

Dans le cadre des transformations structurelles et des dévalorisations du capital chroniques (1) qu'elles représentent, caractérisant le C.M.E., la production capitaliste a connu une nouvelle longue phase de tendance à l'essor et aux difficultés relativement peu importantes après la deuxième guerre mondiale. Cependant, l'accumulation du capital qui s'est effectuée à un rythme rapide, malgré les crises et récessions, depuis un quart de siècle, conduit de nouveau à une suraccumulation profonde et durable. Celle-ci rend nécessaire une nouvelle longue phase de dévalorisation du capital et de tendance dominante aux difficultés économiques.

Dans l'explication du tournant de la conjoncture de cycle long et du début corrélatif de la crise structurelle du C.M.E., il convient de distinguer deux éléments. D'une part, la suraccumulation durable résulte de nouveau du développement des contradictions capitalistes, dont l'antagonisme irréductible se

1. Cf. l'article précédent sur la définition de ces dévalorisations chroniques du capital. « Economie et Politique », numéro 185, décembre 1969.

révèlerait ainsi, comme déjà dans les années 1815-1848, 1873-1896, ou 1914-1946 environ. En effet, contrairement aux illusions rassurantes des théoriciens bourgeois et aux prétentions des révisionnistes droitiers ou gauchistes éblouis par eux, les antagonismes du capitalisme (conduisant à la suraccumulation comme expression concrète de la tendance à la baisse du taux de profit) n'ont pas été supprimés, même s'ils ont pu être modifiés, par le C.M.E. La suraccumulation profonde nouvelle le montre.

Mais, d'autre part, cette suraccumulation de longue durée s'effectue dans le cadre original des conditions structurelles et des transformations technologiques actuelles, beaucoup plus avancées pour le passage à la société collectiviste que par le passé et provoquant des phénomènes nouveaux. D'où la mise en cause de la structure capitaliste dans ses fondements mêmes par les luttes présentes débouchant sur des transformations démocratiques, économiques et politiques, de grande portée.

#### CONDITIONS TECHNOLOGIQUES DE LA NOUVELLE SURACCUMULATION DE LONGUE DUREE : LES ANTAGONISMES CAPITALISTES DES DEBUTS DE LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE

Les nouvelles conditions techniques et économiques ainsi que l'intervention systématique de l'Etat dans le C.M.E. ont permis la levée relative et provisoire du frein malthusien des monopoles capitalistes dans l'intérêt de leur domination (1) à l'issue de la longue phase de dévalorisation du capital des années 1920 et 1930. Dans le cadre de la socialisation capitaliste du C.M.E. et de sa compétition avec le système socialiste le caractère collectif des forces productives peut atteindre le degré le plus élevé compatible avec le capitalisme (2). C'est ainsi qu'on assiste aux débuts d'une nouvelle révolution technique d'ensemble, comparable, pour le moins, à celle de la révolution industrielle.

La révolution industrielle — inaugurée au XVIII<sup>e</sup> siècle mais qui a connu plusieurs étapes — se caractérise par son contenu technologique essentiel : le passage de l'outil manuel, comme celui de l'artisan, à la machine-outil remplaçant la main ; par le changement des activités productives : la domination progressive de l'économie alors principalement rurale et agricole par l'industrie ; par la modification des rapports sociaux de production qu'elle entraîne : le passage du capitalisme de son stade primitif, manufacturier, marqué par les survivances

1. On ne connaît pas assez l'exemple de I.B.M. dominant actuellement de façon écrasante le marché mondial des ordinateurs. Jusque vers 1950 le trust ne s'intéresse pas aux ordinateurs pour ne pas déclasser son propre matériel de machines à calculer. Mais les ordinateurs ayant percé grâce aux commandes militaires et scientifiques de l'Etat américain à un groupe comme Univac, I.B.M. se lance dans la course en arrachant d'immenses et très avantageux contrats publics.

2. On sait le rôle qu'a joué le Sputnik pour susciter la formidable intervention de l'Etat américain dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et de son développement industriel dans les années 1960, en raison de la grande peur de la classe dirigeante exprimée notamment par J. Kennedy. Cf. aussi J.K. Galbraith : « La semaine même où les Russes lançaient leur premier satellite autour de la Terre, nous lançons une sélection magnifique de voitures comprenant la nouvelle « Edsel », si hautement élégante » (L'Ere de l'Opulence). On sait moins que dès 1945 la compétition avec le socialisme a joué un rôle décisif dans le développement du C.M.E. dans tous les pays capitalistes avancés.

féodales, au stade classique de la fabrique avec la prolétarianisation des artisans et paysans, et en même temps le triomphe mondial du capitalisme sur le mode de production antérieur.

La révolution technique d'ensemble qui commence à peine actuellement implique des changements analogues. Son contenu technologique est caractérisé essentiellement par l'automatisation. L'automatisation permet de remplacer le travail de surveillance, de correction et de commande de la machine-outil par des dispositifs matériels. Ceux-ci ne remplacent pas seulement la main du producteur mais des fonctions des organes des sens, de conscience et de réflexion. Elle exige un bouleversement des activités qui devraient être de plus en plus dominées par les activités scientifiques. Elle annonce le triomphe universel du collectivisme et le stade classique du collectivisme : le communisme.

Toutefois, il convient de distinguer entre *la tendance technologique de principe* de l'automatisation — remplacer l'ouvrier dans ses tâches spécifiques de surveillance, correction et commande des machines-outils et de production en général par des dispositifs matériels — et *ses effets techniques et sociaux* proprement dits. Ces effets sont limités et antagonistes dans la mesure où interviennent les deux éléments en interaction du caractère primitif ou débutant du processus technique et des survivances, freins ou déviations dus à la structure capitaliste.

A la *tendance* évoquée correspond l'exigence de la spécialisation nouvelle de la masse des hommes dans d'autres tâches que celles de surveillance et de correction des moyens de production matériels. Ces nouvelles tâches concernent le travail très intellectuel de communication avec les dispositifs de l'automatisation commandant les processus productifs, d'élaboration de programmes pour ces dispositifs, de recherche scientifique non seulement sur ces programmes, mais à partir de leurs résultats, et pour eux. En complément de ces tâches de nature essentiellement scientifique, celles de la formation scientifique des hommes et celles de recherche et d'activités concernant leurs rapports sociaux de toutes sortes prendront une importance considérable. C'est pourquoi au lieu de révolution industrielle, comme à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, on peut désormais parler de *révolution scientifique*. Dans les activités humaines et du point de vue même de la production matérielle qui en constituera toujours le fondement, le rôle de la science devrait, par principe, devenir de plus en plus décisif, central, massif. Si la recherche dans tous les domaines tendait à devenir graduellement l'activité dominante, elle poserait, par étape, la question de l'abolition du travail comme activité contraignante et donc celle du rôle croissant du temps libre d'expression de soi et d'activité créatrice.

Cependant, ces *exigences* de bouleversement révolutionnaire des techniques de production et des activités sociales ont commencé seulement à se poser, dans un milieu technique plongeant ses racines dans le passé. Bien plus, elles s'expriment dans le cadre antagonique de la structure capitaliste. Enfin elles se heurtent, dorénavant, aux limites de cette structure. D'où le début de la crise du C.M.E., cette société toujours dominée par les impératifs du profit marchand, à l'opposé de ceux du développement des individus.

C'est pourquoi, du point de vue des effets techniques et sociaux de l'automation, on assiste, sur la base de la structure capitaliste, à deux séries de transformations. Toutes deux entrent en contradiction progressivement antagonique avec la tendance technologique profonde de l'automation. Elles préparent cependant le triomphe ultérieur de cette tendance, c'est-à-dire de la révolution scientifique, à travers les luttes sociales d'une grande portée qu'elles annoncent contre le C.M.E.

La première série de transformations concerne *l'achèvement ou le parachèvement de l'industrialisation*. En effet, les dernières résistances technologiques au remplacement du travail manuel de l'ouvrier-artisan par la machine-outil et le prolétaire industriel reposent sur le caractère conscient de la main humaine. C'est pourquoi les débuts de la nouvelle révolution technique, celle de l'automation, coïncident avec la fin des transformations issues de la révolution industrielle commencée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1).

Ainsi s'achève le grand mouvement d'industrialisation avec le développement de la production capitaliste des moyens matériels correspondants et l'évincement des travailleurs de couches intermédiaires (petits producteurs paysans, artisans, petits commerçants, employés qualifiés) avec l'accélération de la prolétarisation et de la salarisation de masse. Mais aussi, sur le plan économique et social, la résistance de la petite bourgeoisie à la ruine (liée aux conditions commençant à changer de la longue phase ascendante des prix et de la régularisation relative de la ruine par l'intervention publique) est désormais menacée de façon beaucoup plus brutale. En même temps que s'aggrave la pression monopoliste, la suraccumulation se développe avec l'accroissement rapide du capital. Les difficultés de la dévalorisation des capitaux, qui commence à devenir nécessaire, ne tendent pas seulement à accélérer la prolétarisation par la baisse des coûts capitalistes et la concurrence accrue. Ils pèsent aussi sur les ouvriers occupés à la production des nouveaux matériels, poussant au chômage, les frais de production devant être réduits dans le cadre capitaliste. D'où la gravité nouvelle

1. On assiste à une tendance à la diminution rapide de la population agricole, avec l'achèvement de la mécanisation, l'industrialisation de l'élevage, les débuts de l'automation dans la production et la gestion de l'industrie alimentaire, en liaison avec la concentration des trusts correspondants et leur pression accrue sur l'agriculture. On assiste aussi à l'expansion des formes industrialisées du commerce de distribution, avec les grandes surfaces et les équipements correspondants fondés sur la standardisation et surtout le conditionnement industriel de tous les produits. On assiste à la mécanisation et à l'industrialisation de diverses catégories de services, des services administratifs à ceux de gestion économique et de recherche en liaison avec les débuts de l'automation dans ces domaines. En même temps, les branches industrielles nouvelles correspondant aux nouvelles conditions techniques, se développent rapidement tandis que la pression de la substitution fait que d'autres industries anciennes ou moins jeunes sont en crise ou commencent à marquer des signes d'essoufflement.

des transformations qui s'annoncent ainsi que la liaison accrue entre les intérêts des petits producteurs en voie d'éviction et ceux de la classe ouvrière, pour la nationalisation antimonopoliste et la planification démocratique.

La deuxième série de transformations concerne la tendance à la *scission capitaliste*, non seulement entre moyens matériels et travailleurs, mais entre *ouvriers peu qualifiés et travailleurs intellectuels*. Dans les conditions du capitalisme, si le début d'automation tend à prendre de façon prédominante la forme du progrès des nouveaux moyens matériels, la qualification accrue exigée prend, de la même façon, celle de la scission entre la masse des nouveaux ouvriers spécialisés, au travail plus nerveux et plus intellectuel mais peu qualifié, et les couches croissantes de travailleurs intellectuels supérieurement qualifiés. A la tendance générale à élever le niveau intellectuel, la qualification des ouvriers et la masse des travailleurs intellectuels proprement dits, s'oppose la contre-tendance de cette scission : le déclassement, l'évincement d'ouvriers qualifiés et de cadres moyens, la masse nouvelle des « bouche-trou » peu qualifiés de la « demi-automation », qui s'ajoute à la masse des ouvriers spécialisés et manœuvres, bouche-trou de la mécanisation complexe.

En même temps, croissent rapidement les besoins d'équipement et des dépenses pour développer l'éducation et les capacités des travailleurs, et notamment l'éducation supérieure et la recherche fondamentale. Mais aussi se fait jour une contre-tendance au rationnement de ces équipements par rapport aux besoins grandissant rapidement, pour ne pas peser sur l'accumulation du capital et les profits dans les conditions de la suraccumulation durable. D'où la pression sur les conditions de vie et de travail, y compris celles des travailleurs intellectuels qu'on s'efforce d'évincer également par des dispositifs matériels.

Avec la demi-automation on assiste à la stimulation du progrès par les revendications de salaire, sous la forme de l'accumulation du capital pour accroître la plus-value. Mais aussi se révèle une suraccumulation immense.

Dans le cadre du C.M.E. et de la suraccumulation durable, les ouvriers, comme déjà de nombreux travailleurs intellectuels, commencent à ressentir de façon plus aiguë les risques du déclassement, du chômage dit qualitatif ou non, de l'insuffisance des moyens de promotion professionnelle et de recyclage, de la non-planification de l'emploi. Si les jeunes et les vieux sont touchés en premier, toute la population travailleuse sera de plus en plus concernée par ces risques et ces carences, si un

changement économique et politique fondamental n'est pas imposé. En effet, vont se faire jour les exigences nouvelles de la dévalorisation durable des capitaux, sous la pression de la concurrence pour les débouchés, c'est-à-dire de la diminution des frais et donc du travail représentés par les équipements nouveaux.

Le problème se posera de plus en plus pour les diverses catégories de travailleurs (classe ouvrière, petits producteurs ruraux et urbains en voie de prolétarianisation, travailleurs intellectuels aux conditions de travail plus précaires et plus aliénées) de la mise en place d'un régime économique et politique fondé non sur le profit et l'accumulation monopolistes, mais progressivement sur la satisfaction des besoins des travailleurs. Cette démocratie économique et politique progressive ouvrira la voie, dans les conditions économiquement et techniquement avancées de notre pays, à un socialisme développé permettant l'essor des forces productives les plus nouvelles. La révolution scientifique, en effet, n'exige pas seulement pour s'épanouir pleinement la démocratisation à tous les niveaux et le passage universel du capitalisme au collectivisme. Elle exige le développement du socialisme, stade premier du collectivisme, et son passage au stade classique du communisme. Alors seulement disparaîtront de façon complète les différences entre le travail ouvrier et le travail spécifiquement intellectuel, non seulement l'antagonisme des classes mais les différences de classes elles-mêmes.

## CONDITIONS STRUCTURELLES DE LA SURACCUMULATION NOUVELLE DE LONGUE DURÉE

Au niveau du fonctionnement et des rapports économiques, les débuts des mutations technologiques commencent à se faire sentir par le déclenchement et les conditions nouvelles de la suraccumulation de capital de longue période. D'où les modalités à la fois classiques et originales de cette suraccumulation.

Le processus classique de la suraccumulation de capital de longue période concerne les limites des conditions de production (tensions de l'emploi, du rendement, etc...) qui pousse à la solution de l'élévation de la productivité par la tendance à l'élévation de la composition organique du capital. Finalement, la solution de l'élévation du taux de plus-value ne suffit plus à compenser — en faveur du taux de profit — cette élévation de la composition organique du capital qui ne peut être annihilée par la baisse de valeur du capital constant. Ce processus resterait dominant. Il s'y ajoute cependant la recherche de la produc-

tivité par l'accroissement d'autres éléments qui sont devenus beaucoup plus importants (non pas véritablement nouveaux) avec les conditions technologiques et structurelles du C.M.E. Il s'agit, d'une part, des dépenses non productives de valeur et de plus-value, bien que nécessaires, des entreprises capitalistes elles-mêmes, frais d'études et de recherche, de formation, de gestion et de commercialisation : ce qu'on peut appeler du « capital de frais » (1). Il s'agit, d'autre part, du capital dévalorisé par l'intervention publique : soit du capital constant, soit du capital de frais transformé en frais publics (en particulier pour l'éducation nationale et la recherche scientifique, mais aussi pour la gestion, etc.).

1. Par certains côtés, ce capital se rapproche du capital constant du point de vue du taux de profit: non production de valeur mais capital avancé. Mais par d'autres il s'en distingue : prélèvement sur la plus-value et récupération par les prix. D'où la nécessité d'un concept différent.

2. La stimulation étatique redoublée pour répondre aux difficultés de l'accumulation a continué en particulier avec l'escalade de l'agression au Vietnam et la compétition avec l'Union Soviétique pour l'espace.

3. La première génération des ordinateurs très coûteuse, développée grâce aux crédits pour les besoins militaires, expire avec la crise de suraccumulation intermédiaire de 1958. La baisse des prix de revient permet un grand développement civil à partir de 1960. Selon le syndicat des fabricants de machines-outils des Etats-Unis, la valeur des machines en commande numérique aurait déjà représenté le tiers de la valeur de son chiffre d'affaires en 1967 et elle en dépasserait la moitié quelques années plus tard.

4. Grâce au maintien et au relèvement de la profitabilité en prix en dépit des difficultés concernant la base en valeur du taux de profit.

On sait comment les années 1960 ont connu, tout particulièrement aux Etats-Unis, un boom considérable non seulement des dépenses d'enseignement et de recherche, mais aussi des investissements, ainsi qu'une tension très importante du marché du travail, une tendance inflationniste de plus en plus marquée en liaison avec le renforcement de la stimulation étatique (2). Précisément, le développement de l'automation dans la gestion et la production industrielles a caractérisé les années 1960 aux Etats-Unis (3) et aussi, après 1964, les autres pays capitalistes avancés.

Il semble bien qu'on assiste à la fin des années 1960, dans le monde capitaliste, aux difficultés liées à la tendance à l'élévation de la composition organique et à l'insuffisance de la solution de l'élévation rapide du taux de la plus-value et, en même temps, au renforcement de ces difficultés par l'importance croissante du capital de frais et du capital dévalorisé publiquement exerçant une ponction sur la plus-value.

Ainsi les tendances capitalistes classiques au gonflement inflationniste rapide des prix de production de fin de longue phase d'essor sont aggravées par les prélèvements nouveaux.

Par ailleurs, le gonflement monétaire, permettant la poursuite plus ou moins importante de l'accumulation excessive du capital (4), se rattache aux conditions de financement de type public de la production et de la consommation, à l'utilisation par l'Etat de l'émission monétaire et à l'appui du crédit sur les institutions publiques et semi-publiques, aux conditions de l'étalon change-or lié au rôle dominant du dollar. Ces conditions de financement qui expliquent la stimulation étatique et le développement formidable de l'investissement des monopoles au cours des années 1960, ont permis le début de la révolution technique nouvelle, suscitée fondamentalement par les difficultés des conditions de production et par les tensions nouvelles sur

le marché du travail. Que l'accumulation et l'emploi aient atteint des niveaux records aux Etats-Unis, tandis que malgré l'apparition de difficultés monétaires et commerciales graves, l'accumulation se soit maintenue et même accélérée, et que le freinage qui commence à peine à se manifester soit très difficile à obtenir, tout cela est révélateur de la fuite en avant, annonçant puis marquant le tournant de longue période de l'accumulation. On assiste d'abord à des tendances au freinage de la croissance des dépenses et équipements sociaux, du capital de frais dévalorisé par l'aide publique, par rapport aux besoins rapidement grandissants (1). Mais ces limitations, tout en allégeant une pression directe et immédiate sur la plus-value, tendent à aggraver la pression indirecte en contribuant à détériorer les conditions de productivité et de débouché.

## LA CRISE DU SYSTEME MONETAIRE CAPITALISTE ET LA SURACCUMULATION DURABLE

Les phénomènes exprimant de la façon la plus évidente le tournant conduisant à la crise du C.M.E. se rapportent à la crise du système monétaire capitaliste international, et aux difficultés des balances des comptes, tout particulièrement celles de l'économie capitaliste dominante, des Etats-Unis. Le redoublement des expédients monétaires à l'échelle du monde capitaliste en reculant les échéances aggrave la suraccumulation et sa profondeur.

L'inflation et la hausse des prix-or ont toujours caractérisé les phases de tendance durable à l'essor des cycles longs de la conjoncture. Dans le C.M.E., elles connaissent une ampleur plus grande que jamais, dans les conditions de financement de type public de la production et de la consommation, ainsi que de l'étalon monétaire international change-or. Tant que les suraccumulations-dévalorisations de cycle intermédiaire ont été limitées et assez facilement résorbées, le système a fonctionné sans difficulté grave. Ainsi, les dévaluations monétaires des divers pays capitalistes développés, et encore plus celles des pays sous-développés, ont pu répondre aux poussées inflationnistes aiguës, quand l'excès de la solution inflationniste interne par rapport à l'extérieur révélait les limites de l'accumulation du capital. La clef de voûte du système, le dollar, n'était pas menacée. En particulier, sa parité or, fixée lors de la grande dévaluation américaine de 1934, ne faisait pas de problème.

A partir de 1967-1968, le dollar se révèle comme profondément miné par l'inflation américaine. Tout le système monétaire capitaliste est ébranlé par l'ébranlement du dollar. Celui-ci

1. Aux Etats-Unis l'accroissement annuel des montants effectués à la Recherche et au Développement aurait été en 1968 trois fois inférieur au taux moyen des douze précédentes années.

correspond à l'ampleur du décalage (accumulé depuis des années et subitement aggravé) entre l'excédent commercial américain et les sorties de fonds des Etats-Unis vers l'ensemble du monde capitaliste (1). C'est la suraccumulation de capital américaine persistante qui se révèle ainsi. Déjà la crise de 1958 avait donné l'alerte, mais la solution de la fuite en avant des années 1960 finit par conduire à la crise du dollar du début de 1968, après l'aggravation brutale du déficit de la balance des paiements américaine en 1967 (2).

Pour comprendre la situation présente, il convient de se rappeler qu'au-delà des phénomènes monétaires on doit considérer les antagonismes économiques essentiels de la suraccumulation de capital. Les expédients monétaires ne peuvent supprimer les racines des difficultés. Quand ils réussissent apparemment, ils ne font que reculer et aggraver les échéances. Ainsi, le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis avait été apparemment résorbé au début de 1969. En réalité, ce résultat contrastait avec l'effondrement de la balance commerciale au cours de 1968 sous l'effet de l'inflation. Il était dû notamment à l'appel aux capitaux flottants (euro-dollars) grâce à la hausse considérable des taux d'intérêt, aux remplois allemands en bons du Trésor américain et à la spéculation contre le franc. Mais au cours de 1969, l'inflation, loin d'être stoppée, est au contraire stimulée, tandis que les exportations de capitaux américains reprennent nettement par rapport à 1968. D'où la poursuite de la spéculation contre le dollar et surtout la réapparition brutale du déficit des paiements américains. D'où le développement extraordinaire des expédients et la pression américaine exceptionnelle sur l'or en liaison avec le blocage de son marché officiel.

Les emprunts américains de capitaux deviennent énormes et, les taux d'intérêts exorbitants (3).

Le changement de gouvernement allemand permet la réévaluation du mark évitant la dévaluation du dollar. L'accentuation du changement de politique en France est un des éléments facilitant la mise en pratique des droits de tirages spéciaux (D.T.S.) au Fonds monétaire international (F.M.I.) fournissant des devises aux pays déficitaires. Ces D.T.S. sont utilisés dès le début de 1970 sans attendre le rétablissement des comptes américains. Dans l'immédiat, la pression de la spéculation sur l'or est contrecarrée. Les D.T.S. non remboursables pour 70 % de leur montant et en bonne part accaparés par la zone dollar permettent à l'inflation du dollar et des autres monnaies de se poursuivre.

1. Dépenses militaires extérieures, aide « liée », exportation de capitaux privés et achat d'entreprises (grâce au « crédit » des systèmes monétaires européens notamment), etc.

2. On connaît les manifestations de la crise : dévaluation de la livre en novembre 1967, crise du marché de l'or et création d'un marché parallèle en mars 1968, spéculation internationale formidable, multiplication des expédients des dettes accrues pour faire face aux dettes entre pays, errements des capitaux flottants qu'on tente de retenir ou d'attirer avec des taux d'intérêts exorbitants, dévaluation du franc liée à la politique de concentration réactionnaire gaulliste-centriste, réévaluation du mark pour éviter une dévaluation du dollar, institution de l'expédient des Droits de tirages spéciaux au Fonds Monétaire International, etc...

3. On a avancé un ordre de grandeur de 20 à 30 milliards de dollars à des taux de l'ordre de 10 % l'an. D'une façon générale, les fuites de capitaux de plusieurs pays tendent à renforcer la domination des Etats-Unis, tout en augmentant leurs charges financières et les risques corrélatifs.

Mais le fond du problème reste inchangé. Ou plus exactement, il s'aggrave dans le même sens. La hausse des prix a atteint des niveaux records aux Etats-Unis. Cependant qu'une opposition cruciale s'est développée entre l'accroissement de la productivité et des prix et la limite des débouchés du produit en prix. Cette contradiction exprime toujours l'antagonisme des limites de l'exploitation capitaliste (1).

C'est ainsi que devant les difficultés commerciales, les Etats-Unis sont obligés de freiner de plus en plus sérieusement leur expansion intérieure, tandis qu'ils accroissent leur effort de domination à l'extérieur.

La difficulté du freinage de l'expansion s'explique par le redoublement du gonflement inflationniste des prix et des profits, pour répondre notamment aux freinages exercés par la hausse des taux d'intérêt, ainsi que par l'appel aux fonds extérieurs (comme ceux de l'euro-dollar). D'où la persistance du boom inflationniste. Cette difficulté résulte aussi des modalités du freinage et des craintes d'un ralentissement excessif en raison du gonflement de tous les cours (y compris celui des actions à Wall-Street) et des risques de chute brutale ou persistante. De plus la répercussion d'un ralentissement américain sérieux sur les autres pays capitalistes peut revenir en boomerang (2).

Cependant, au cours des derniers mois de 1969, malgré un premier ralentissement de la croissance de la production industrielle, un début d'accroissement du chômage, des difficultés pour certains types de profit, une baisse lente des cours à Wall-Street, la hausse des prix se poursuit aux Etats-Unis. Et déjà certains crient au freinage excessif de l'expansion monétaire. La coexistence du freinage et de l'inflation révèle le caractère durable de la suraccumulation. Ici encore la question fondamentale n'est pas celle de l'ampleur plus ou moins grande du ralentissement américain en 1970 et de ses interactions avec la situation des autres pays capitalistes, où l'accélération de l'accumulation inflationniste s'oppose aussi aux limites du marché international. Le problème principal reste celui de l'aggravation des antagonismes capitalistes, même après la reprise qui suivrait une éventuelle récession ou crise et même si les difficultés n'étaient pas sérieuses en 1970. Cette aggravation en profondeur résultera de l'interaction de la difficulté des débouchés et d'une tendance nouvelle à la réduction de la composition organique du capital avec la recherche de l'abaissement des coûts. D'où la **tendance** au développement à travers un chômage plus massif et plus durable, des pertes plus ou moins importantes de capitaux, une concurrence extérieure exacerbée, l'augmentation des tensions structurelles et des luttes de classes.

1. Avec l'opposition de la hausse inflationniste des prix pour augmenter le profit et des limites de la consommation populaire, survenant quand l'accroissement de l'accumulation et l'élévation de la composition organique du capital tendent à répondre aux difficultés des conditions de production.

2. Alors les difficultés de la rentabilité se heurteraient aux exigences de rémunération des emprunts formidables, tandis que le progrès éventuel du chômage américain verrait ses effets aggravés par son impact très amplifié sur les travailleurs noirs.

## **L'EXASPERATION DU CARACTERE MONOPOLISTE PRIVE DU C.M.E. ET L'AGGRAVATION DES TENSIONS STRUCTURELLES**

Les difficultés de la suraccumulation durable résultent du but déterminant de l'intervention publique dans le cadre du C.M.E. : le profit et l'accumulation capitalistes des monopoleurs.

Devant les difficultés nouvelles qui commencent à peser sur la production et la réalisation du taux de profit capitaliste, on assiste à la fuite en avant dans le cadre de la structure existante et non à son abolition. C'est ainsi que s'exaspère le caractère réactionnaire de l'intervention publique en faveur du profit et du capital, en vue de la mainmise plus directe de grands groupes monopolistes dans tous les domaines. L'Etat s'efforce de modifier à cette fin certaines modalités de son intervention. Ces transformations mettant en cause, dans une certaine mesure, la structure actuelle, pour les besoins des monopoles eux-mêmes, aggravent considérablement les antagonismes du C.M.E. sur le plan national et international.

### **LA MISE EN CAUSE DE CERTAINES MODALITES DE L'INTERVENTION PUBLIQUE DANS LE C.M.E.**

Partout progresse la tendance à un infléchissement de la politique habituelle de facilités monétaires et budgétaires visant à favoriser l'expansion des trusts. Cette politique est assortie désormais de tendances contraires au relèvement des taux d'intérêt, aux conditions plus difficiles du crédit, aux efforts « sélectifs » de compressions budgétaires, à l'acceptation de difficultés « limitées » pour certaines entreprises et certaines branches. Cette politique imposée dans chaque pays par les risques que le caractère inflationniste de l'accumulation excessive fait peser sur les conditions de concurrence sur le marché mondial, tend à faire retomber les difficultés au nom des impératifs du marché sur les petites et moyennes entreprises ou les grandes entreprises les moins bien placées, accélérant la concentration monopoliste mais aussi les capacités concurrentielles des groupes monopolistes les uns contre les autres sur le marché mondial. Ces difficultés retombent sur les travailleurs concernés par les débauchages et déclassements. Les travailleurs sont aussi touchés directement par la politique concernant les dépenses sociales.

Partout, devant la croissance formidable des dépenses publiques nécessitées par les besoins généraux des monopoles, sa gravité dans le cadre des difficultés du profit et de l'accumulation et

leur solution par l'inflation, il y a un effort de freinage très sensible. Ce freinage concerne surtout toutes les dépenses qui ne se traduisent pas immédiatement par une accumulation monopoliste ou des profits plus élevés mais qui favorisent de façon détournée les monopoles (1). Ce freinage, tout en accroissant les difficultés des travailleurs, contribue à la déviation et aux obstacles capitalistes, déjà évoqués, de la révolution technique.

Partout, enfin, devant les exigences accrues de relèvement de salaires, en face de l'inflation accélérée par le gonflement des profits, on se préoccupe d'endiguer ces revendications et de réduire par tous les moyens la consommation populaire afin d'accroître massivement la plus-value accaparée par les monopoles, en comptant sur l'exportation et l'accumulation pour les débouchés.

Cependant, de même que ces tendances introduisent une différenciation grandissante entre les entreprises capitalistes au bénéfice des plus fortes, elles touchent à des degrés et des stades d'évolution différents les divers pays dans le cadre de la concurrence internationale (2). En France, tout particulièrement, l'oligarchie capitaliste s'efforce d'aggraver le caractère antisocial de sa politique tout en s'efforçant de modifier profondément certaines modalités de l'intervention publique sous prétexte de « libéralisme » et de respect du marché.

Il s'agit, d'une part, de faire davantage pression sur les rémunérations des travailleurs, sur la consommation populaire en général pour les empêcher de suivre la croissance des besoins nouveaux et la hausse des prix, et accroître le prélèvement des profits : attaques de plus en plus graves contre la Sécurité Sociale, fiscalité de plus en plus différenciée contre les travailleurs, pression sur le marché du travail et sur les salaires, sur les mouvements revendicatifs par les efforts d'« intégration » (3).

Il s'agit, d'autre part, de diminuer l'aide publique indirecte des monopoles. On vise ainsi à réserver le maximum de fonds directement à l'accumulation capitaliste et aux profits immédiats au nom de l'« impératif » des « retards industriels » (4).

Ce sont les efforts de rationnement déjà évoqués par rapport aux besoins rapidement grandissants de la croissance des dépenses et des équipements sociaux, particulièrement graves dans le domaine de l'éducation et de la recherche publique.

L'oligarchie s'efforce aussi de faire des coupes sombres dans les dépenses dites de soutien à l'agriculture, bien qu'en grande

1. Cela se marque non seulement dans le domaine des conditions de vie (urbanisme, logement, santé, etc...) mais aussi dans ceux qui croissent plus rapidement, car plus directement en rapport avec les exigences de la production moderne (enseignement, recherche).

2. A l'insuffisance criante des dépenses d'urbanisme par rapport aux besoins aux Etats-Unis et au freinage récent de la croissance de leurs dépenses de recherche et d'enseignement, répond un freinage beaucoup plus grave en France de toutes les dépenses d'intérêt collectif (voir la stagnation du budget de l'Education nationale en 1968, et la stagnation du budget de la Recherche en 1969 et 1970).

3. Par le biais de la « participation », de « l'actionnariat ouvrier », des « contrats de progrès », etc.

4. Comme nous l'avons déjà suggéré, cette politique à courte vue mais dictée impérieusement par la structure monopoliste de l'économie, gonfle des accumulations qui vont s'avérer techniquement et économiquement non fondées avec les transformations imposées par la suraccumulation, tandis que les facteurs de croissance de productivité de l'avenir — le développement des capacités des travailleurs — sont sacrifiées.

1. On sait que le Plan Duhamel - Vedel voudrait réduire la population active agricole de plus des deux tiers en une quinzaine d'années en la faisant passer de 3 millions à 700.000 en 1985, et les exploitations de plus des quatre cinquième

2. Etant donné les limites de la pression fiscale sur les travailleurs de toutes catégories et sur les petites et moyennes entreprises, on pense pouvoir obtenir plus facilement des prélèvements par la hausse des prix. Celle-ci a de plus l'avantage de favoriser les entreprises les plus fortes au détriment des autres. Ce retour à des méthodes plus conformes aux règles du marché s'explique par les difficultés de la suraccumulation. Mais il augmentera à terme les difficultés du débouché des grandes entreprises elles-mêmes. Sans voir ces causes et ces conséquences, le **Rapport sur les entreprises publiques** d'avril 1967, dit rapport Nora, fait bien la distinction entre limite de la fiscalité et «répercussion» des tarifs (sur les salaires) dans le cadre d'un marché du travail non «tendu», ainsi qu'entre «ménages» et «entreprises», «gros consommateurs» industriels et autres (Rapport cité, p. 59 à 61).

3. Cet Institut entend apporter à des entreprises privées sélectionnées les capitaux qui leur manquent, non par des prêts qui accroîtraient encore leurs dettes devenues considérables, mais par des participations directes, quitte à se retirer si les profits permis par ces apports permettent un jour un appel au marché financier. Il vise à favoriser notamment les regroupements monopolistes.

partie accaparées par les trusts liés aux activités agricoles et par les gros agrariens, devenues de plus en plus lourdes et irrationnelles. Ils ne s'agit pas de diminuer les avantages des trusts et des gros exploitants, ni de contribuer à la réorganisation harmonisée de l'agriculture dans l'intérêt de la masse des travailleurs des campagnes et des villes. On veut au contraire réserver désormais le plus possible de fonds à l'accumulation capitaliste directe dans les activités industrielles liées à l'agriculture ou non, y compris par l'orientation nouvelle et l'encadrement du « crédit agricole ». On veut aussi accélérer la concentration agraire et la ruine des petits et moyens paysans (1), en exerçant une pression accrue sur le marché du travail et les salaires.

Le grand capital s'attaque aussi aux aides et subventions des entreprises nationalisées liées à l'insuffisante rentabilité de leurs investissements du fait de leurs prix favorisant directement ou indirectement les trusts. On tente, d'une part, de réserver plus de fonds pour aider directement les trusts endettés et moins par l'intermédiaire des prix des entreprises nationalisées. Et, surtout, cette tendance au relèvement, liée à une plus grande différenciation des prix, devrait exercer une pression plus forte sur le pouvoir d'achat de toutes les couches de travailleurs, comme d'ailleurs, sur les entreprises les plus faibles en faveur de la concentration monopoliste (2). Enfin les entreprises nationalisées doivent faire (avec les petites et moyennes entreprises) le plus possible les frais des amputations et conversions nécessitées dans les conditions de la suraccumulation par le progrès technique. On les incite à trouver des ressources par des cessions avantageuses de telle ou telle partie de leur patrimoine ou de leurs activités aux monopoles privés.

On s'efforce aussi de développer l'aide directe aux entreprises monopolistes des diverses institutions financières semi-publiques. On encourage l'engagement des banques de dépôts nationalisées dans les opérations d'investissement en association avec des groupes privés.

On met également en place de nouvelles institutions comme l'« Institut de Développement Industriel », appuyé notamment sur les banques de dépôts nationalisées (3).

On incite le secteur public et l'administration à mettre au centre de leurs achats la contribution au développement des industries concernées et la participation à leur capital de frais selon des programmes à long terme.

On s'efforce même d'ouvrir au capital privé tel ou tel domaine du secteur public qui sur le plan commercial s'avère actuelle-

ment rentable, en raison des tensions nouvelles sur le marché et des charges assumées par l'Etat dans les domaines connexes. On vise à fournir ainsi un aliment nouveau aux capitaux en excès à la recherche de placements qui coexistent, du fait des conditions inflationnistes et de la suraccumulation, avec l'endettement excessif de plusieurs entreprises, les difficultés des débouchés, la spéculation et la thésaurisation. Il ne s'agit pas seulement de l'introduction accélérée de capitaux privés dans des activités dépendant d'entreprises nationalisées ou de leurs liaisons profitables avec des entreprises nationales par toutes formes d'associations, des accords Peugeot-Renault (1) à ceux des Sociétés chimiques dépendants des Charbonnages ou des groupes pétroliers semi-publics, ou encore du « mixtage » de la nouvelle société industrielle aérospatiale, etc. Il s'agit aussi de l'ouverture du patrimoine public à la participation des capitaux privés (2) dans les domaines des autoroutes, du téléphone (en liaison avec les nouveaux matériels électroniques et les visées des trusts américains sur l'activité décisive pour l'avenir de la téléinformatique), de l'électronucléaire, au détriement du C.E.A. (3).

## ACCELERATION DE LA CONCENTRATION ET DE LA CENTRALISATION MONOPOLISTES

Cette autre transformation, bien que liée aux efforts de modification de l'intervention publique, correspond aussi directement aux conditions de la suraccumulation durable et aux pressions nouvelles qu'elle exerce sur la production et la réalisation du taux de profit.

L'accélération des regroupements monopolistes résulte de la concurrence aggravée sur tous les plans avec la révélation de la suraccumulation durable. Elle comporte deux dimensions liées et contradictoires. Ces regroupements répondent, en premier lieu, aux efforts pour trouver une issue à la suraccumulation par le moyen des opérations financières. Ils peuvent offrir une solution par l'absorption des sociétés trop endettées ou trop faibles devant les exigences nouvelles de l'investissement dans le cadre de la concurrence concertée. Et surtout ils fournissent un moyen d'utilisation des disponibilités nouvelles du profit et du crédit inflationnistes des entreprises industrielles ou des banques qui ne trouvent pas à s'accumuler en investissements nouveaux, par l'achat ou la prise de contrôle d'autres sociétés. Cependant cet emploi des disponibilités accroît la masse monétaire sans correspondre à un accroissement de la production et contribue à développer encore l'inflation et les disponibilités liquides. En même temps il a un caractère largement spéculatif

1. Sans compter la menace que fait peser le nouvel « actionariat » chez Renault ou la création de « Renault International Equipements ».

2. Aux dangers de l'intervention du capital privé aux buts spéculatifs, dans le secteur public, s'ajoute l'introduction par ce biais dans le secteur public de groupes impérialistes étrangers déjà à l'œuvre dans les secteurs de pointe correspondants, vitaux pour l'économie nationale.

3. Pour ne pas parler des visées encore à peine ébauchées concernant certaines fonctions hospitalières ou d'enseignement en liaison avec les matériels électroniques nouveaux et les carences publiques.

dans la mesure où les entreprises sont achetées à crédit et le remboursement effectué soit par délayage des actions, placées en utilisant les disponibilités du public, soit par toutes sortes de transformations des crédits (1). Tout cela contribue à accroître la suraccumulation, le caractère inflationniste du profit et de l'accumulation.

L'accélération de la concentration monopoliste correspond, en second lieu, à la concurrence aggravée non plus sur le marché financier mais sur celui des marchandises. La constitution de vastes ensembles accroît les facilités financières permettant non seulement la poursuite des absorptions mais les dimensions accrues de l'investissement et du capital de frais nécessaires à la production. Par ailleurs, elle répond à la nécessité de contrôle accru du marché des produits, qu'il y ait intégration de la production ou que les circuits commerciaux soient complémentaires (2). Enfin, elle correspond aux efforts de rationalisation capitaliste et de diminution du capital avancé par rapport au produit pour accroître la place sur le marché, grâce à l'intégration des activités, avec les risques que cela comporte pour l'emploi. L'intégration peut concerner uniquement le capital de frais (recherche, gestion, commercialisation). Cette dernière intégration est possible dans le cadre d'ensembles financiers très diversifiés et non liés au plan de la production.

1. Voir les opérations d'O.P.A. et les constitutions de conglomérats à base financière, multipliées dans la dernière période, surtout aux Etats-Unis.

2. Comme l'ensemble St-Gobain - Pont-à-Mousson pour le bâtiment, réalisé sous l'égide de la Compagnie financière de Suez.

3. En France, on a estimé qu'actuellement une dizaine de groupes dominent le pays. Deux ensembles financiers, celui constitué autour de la Financière de Suez (avec l'Union des Mines et l'Union Parisienne) et celui de la Financière de Paris et des Pays-Bas prennent de plus en plus de pouvoir sur les divers secteurs d'activités, tout en accroissant leurs liaisons cosmopolites.

Ce deuxième aspect de la concentration tendra à s'accroître avec la concurrence accrue, de plus en plus menée entre grandes unités, et avec la nécessité de rémunération des capitaux grandissants. Mais aussi, entraînant la réduction du capital avancé par rapport au produit, elle rendra de plus en plus difficile le problème du débouché et de la profitabilité en face du capital gonflé par les opérations financières. D'où les tendances accrues à la dévalorisation du capital, l'accélération encore plus grande de la monopolisation et de la « rationalisation » capitaliste, mais aussi les risques de perte beaucoup plus graves pour les grandes entreprises elles-mêmes et les pressions accrues sur l'emploi et la situation des diverses catégories de travailleurs.

En France, comme dans la plupart des pays capitalistes, l'Etat intervient pour favoriser, par ses aides, la concentration et, de plus en plus, les rapprochements entre les groupes les plus puissants eux-mêmes sous l'égide de l'oligarchie financière (3).

Cependant, ces transformations interfèrent toujours plus avec les luttes monopolisatrices de quelques dizaines de trusts « supranationaux », le plus souvent à direction américaine, ainsi qu'avec leurs stratégies à l'échelle mondiale.

## LA PRESSION MONOPOLISTE NOUVELLE ET LES ANTAGONISMES ACCRUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

La concurrence tend à s'aggraver de plus en plus sur le marché mondial entre les pays capitalistes développés, et entre les grands trusts. Les difficultés du marché intérieur comme celles des balances des comptes expliquent les efforts systématiques des Etats pour soutenir les grandes firmes exportatrices. La concurrence pour l'exportation dans les conditions inflationnistes actuelles se fait notamment sous la forme des modalités de crédit, en s'appuyant plus étroitement sur les institutions financières. Elle utilise de plus en plus le biais des tentatives de contrôle des circuits commerciaux, des investissements directs ou des liaisons à l'étranger et l'exportation des capitaux en général. Elle étend à l'échelle internationale les efforts de centralisation monopoliste déjà évoqués et d'intégration des activités commerciales, de recherche, financières et même de production dans les cas les plus avancés. D'une façon générale, la solution des difficultés de la suraccumulation durable est recherchée non seulement par la domination du marché et de la production à l'intérieur, mais aussi de plus en plus à l'extérieur. La dimension mondiale renforce les capacités concurrentielles des trusts à l'intérieur. Mais aussi tout en augmentant le répit dû à l'accaparement des marchés et à l'évincement des entreprises plus faibles, elle aggrave la contradiction cruciale entre le débouché et la nécessité de réduire les dépenses de capital.

Ainsi progressent à la fois les contradictions interimpérialistes entre les pays capitalistes développés, les luttes entre les diverses coalitions d'intérêts monopolistes, ainsi que les tentatives d'entente sur le dos des travailleurs, de certains secteurs ou régions, aggravant les antagonismes entre le profit du grand capital et les intérêts de toutes les catégories de travailleurs, de la nation.

En France, en particulier, l'action de l'Etat visant à favoriser les profits des monopoles les plus puissants tend à faire le jeu des trusts « supranationaux », américains le plus souvent ou encore ouest-allemands. Faute de la puissance et de la garantie que donnerait l'extension des nationalisations, pour un développement dans l'intérêt national défini démocratiquement comme pour la nécessaire coopération internationale (1), les prétendues résistances sont largement illusoires.

Le pouvoir gaulliste-centriste est encore plus complaisant pour les trusts étrangers et les liaisons financières cosmopolites, non

1. La nationalisation permettrait de ne pas être enfermé dans la stratégie des groupes impérialistes dominants. Cette stratégie est préjudiciable aux intérêts des travailleurs et de la nation non seulement en étant beaucoup plus indépendante des pressions sociales chez nous, mais encore en empêchant la coopération internationale la plus large.

seulement parce qu'il vise toujours à garantir les profits apatriés des monopoles dans les conditions de la concurrence aggravée, mais aussi parce qu'il recherche un appui extérieur contre les mouvements populaires qui ont fortement secoué le régime.

Le pouvoir participe au « racolage » des investissements directs effectué surtout auprès des entreprises américaines par les gouvernements européens par des avantages financiers considérables. Ou bien encore il laisse faire complaisamment les accords supranationaux. S'il intervient, c'est pour renforcer le marchandage de tel vendeur ou de tel monopoleur de capacités nationales devant les batailles entre les divers géants transnationaux. Il se contente dans le cadre de ces marchandages, d'actions de retardement (1) ou de prétendus compromis qui, loin de garantir l'intérêt national, sont fondés sur les choix cosmopolites des groupes monopolistes les plus puissants dont il représente les intérêts. Ainsi, des secteurs décisifs pour l'indépendance et l'avenir national sont déjà accaparés ou menacés, qu'il s'agisse de l'électronique et de la téléinformatique, de certains secteurs de l'industrie chimique ou du matériel d'équipement, ou encore de l'électro-nucléaire.

D'une façon générale, les efforts de regroupement massif sur le plan national, favorisés systématiquement par l'aide de l'Etat, en accroissant la monopolisation des ressources nationales et le caractère financier de leur gestion, renforcent les possibilités d'intégration ultérieure dans des ensembles dominés par des firmes étrangères ou du moins les possibilités de liaisons et de fusions aggravant leur caractère cosmopolite (2). Cette tendance à l'intégration cosmopolite est directement renforcée par les mesures prises pour orienter davantage les grands groupes nouveaux vers les marchés extérieurs, surtout ceux d'Europe occidentale et vers les liaisons avec les entreprises étrangères (3).

Mais cette intégration n'a rien d'une fatalité, malgré tout le battage sur la puissance des sociétés « transnationales ». Elle se heurte à de nombreux obstacles. En particulier, les différentes catégories de travailleurs, en prenant conscience du fait que de telles sociétés échappent beaucoup plus aux exigences des luttes populaires dans notre pays et qu'elles ont des moyens de pression redoutables dans le cadre de leur stratégie mondiale peuvent rendre plus difficiles les complaisances du gouvernement en accroissant son isolement politique. De plus, les travailleurs peuvent se saisir de l'incapacité de la structure actuelle de répondre aux besoins de coopération sans risque grave de domination, pour faire progresser l'exigence de l'extension des nationalisations et pour réclamer, dans l'immédiat, le renfor-

1. « Il n'est peut-être pas inopportun de modérer les appétits des partenaires étrangers, mais à condition de ne pas les amener, par une attitude trop exigeante, à rompre les négociations ». (L'Opinion Economique et Financière du 11-12-1969, à propos de Jeumont-Schneider).

2. Les domaines où les mouvements de concentration ont été les plus marqués en France dans la dernière période, sont ceux où la pression extérieure est la plus forte : industrie électronique et matériel électrique, industrie chimique, industries alimentaires, etc.

3. Cf. le rapport Ortoli-Montjoie.

cement effectif des entreprises publiques en l'opposant aux tendances à certains démantèlements.

Le déploiement des trusts « supranationaux » exige la plus grande unification possible des conditions économiques dépendant de l'intervention croissante des Etats dans le C.M.E. Leur pression se conjugue avec celle de la spéculation monétaire — qui est en grande partie leur fait — pour pousser à l'intégration européenne et à la coordination des politiques monétaires et économiques (1). Cette coordination vise aussi à atténuer les risques des antagonismes extérieurs accrus sur le plan économique. Elle a également pour objet d'opposer aux revendications des diverses catégories de travailleurs, dans tel ou tel pays, les « disciplines européennes ».

Ces efforts de domination des groupes impérialistes et leurs pressions sur les Etats des pays capitalistes développés eux-mêmes rapprochent encore les luttes de tous les travailleurs contre l'impérialisme (2). Dans les pays sous-développés qu'il domine, l'endettement extérieur a atteint des proportions telles que se rapproche le moment où, si le système actuel des prêts, relevant principalement des « aides » publiques, encore freinées en raison des difficultés des balances des comptes, se maintient, les prêts nouveaux seront dépassés par les remboursements et les paiements d'intérêts.

Aussi les divers Etats impérialistes et surtout les Etats-Unis s'efforcent de « lier » encore plus étroitement les « aides » aux ventes du pays prêteur pour imposer leurs marchandises malgré les prix élevés. Ils cherchent également à favoriser certaines intégrations régionales facilitant le développement de la domination des monopoles. Ils encouragent le progrès nouveau de l'exportation des capitaux privés et des investissements directs, lié à la suraccumulation durable et à la concurrence exacerbée entre les grands groupes monopolistes. Mais aussi les luttes en faveur de la nationalisation, du contrôle national et de l'émancipation économique, tendent à progresser dans ces pays, ainsi que leur appui sur les pays socialistes.

*(La fin de l'étude de P. Boccara paraîtra dans le prochain numéro d' « Economie et Politique »).*

1. Alors que certains présentent l'intégration européenne comme la réponse aux géants américains, on s'aperçoit que ceux-ci le souhaitent de toutes leurs forces et qu'ils sont les groupes les plus « européens ».

« Toutes tentatives visant à promouvoir l'intégration économique, financière et commerciale de l'Europe devraient être activement encouragées. Les nations européennes devraient prendre les mesures nécessaires pour éliminer les obstacles aux fusions transnationales..., etc. » (Recommandation de la Conférence sur l'Investissement direct tenue à Washington en mai 1969 sous les auspices du Conseil Atlantique des Etats-Unis).

2. D'ailleurs, à la domination des grandes firmes impérialistes sur les produits de base des pays sous-développés, correspond leur domination croissante des secteurs de pointe des pays développés ; et à l'importation massive de main-d'œuvre ouvrière à bon marché, le drainage massif des cerveaux (qui touche aussi les pays sous-développés) surtout vers les E.-U., économisant les charges de formation au profit des trusts dominants dans les deux cas.